

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**G/SG/66**  
17 novembre 2003

(03-6149)

---

**Comité des sauvegardes**

## **RAPPORT DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES SUR L'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE**

1. Le Comité des sauvegardes a procédé, à sa réunion du 20 octobre 2003, au deuxième examen transitoire de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur les sauvegardes, au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (WT/L/432).
2. Aux termes de l'annexe 1A du Protocole, la Chine est tenue de fournir des renseignements sur la mise en œuvre de son Règlement sur les sauvegardes. Les renseignements communiqués par la Chine pour le deuxième examen transitoire effectué en 2003 sont reproduits dans le document G/SG/W/195.
3. Le Japon a posé des questions, dans le cadre de l'examen transitoire, sur la mesure de sauvegarde prise par la Chine à l'encontre des importations de certains produits en acier. Ces questions figurent dans le document G/SG/Q2/CHN/2.
4. Les déclarations faites à la réunion du 20 octobre 2003, à laquelle l'examen transitoire constituait le point H de l'ordre du jour, sont reproduites dans le compte rendu de la réunion qui sera distribué sous la cote G/SG/M/24. Les paragraphes qui rendent compte des déclarations faites à cette réunion et des discussions qui y ont eu lieu sont annexés au présent document.

**ANNEXE [EXTRAIT DU DOCUMENT G/SG/M/24]**

**H. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

1. Le Président a indiqué que la section 18 du Protocole d'accession de la Chine disposait que tous les organes subsidiaires, y compris le Comité des sauvegardes, "dont le mandat couvr[ait] les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du ... [P]rotocole examiner[aient], dans un délai d'un an à compter de l'accession, selon qu'il conviendr[ait] compte tenu de leur mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du ... [P]rotocole". Avant cet examen, la Chine devait fournir des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés à l'annexe 1A du Protocole. Elle pouvait également soulever des questions relatives à toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou à tous autres engagements spécifiques contractés par d'autres Membres dans le cadre du Protocole au sein des organes subsidiaires qui avaient un mandat correspondant.

2. Le Président a dit que le Comité devait présenter dans les moindres délais un rapport sur les résultats de l'examen au Conseil du commerce des marchandises et que cet examen devait avoir lieu après l'accession chaque année pendant huit ans, un examen final ayant lieu la dixième année ou à une date plus rapprochée arrêtée par le Conseil général. Il a ajouté que le Protocole n'établissait aucune procédure pour la conduite de l'examen transitoire mais indiquait seulement que la Chine était tenue de fournir des renseignements pertinents avant l'examen. Conformément à la section IV.6 de l'annexe 1A du Protocole, la Chine était tenue de notifier au Comité la mise en œuvre de son Règlement sur les sauvegardes. Le Président a informé le Comité que la Chine avait envoyé le 17 octobre 2003 une télécopie concernant la mise en œuvre de sa législation sur les sauvegardes. Le texte de cette télécopie avait été communiqué aux Membres le même jour. Le Président a également fait savoir que le Japon avait posé plusieurs questions à la Chine dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire, comme l'indiquait le document G/SG/Q2/CHN/2.

3. Le représentant de la Chine a dit, au sujet de la mise en œuvre de l'Accord, que son pays n'avait ouvert aucune enquête nouvelle depuis l'examen transitoire précédent. La Chine n'avait donc ouvert qu'une enquête en matière de sauvegardes depuis son accession à l'OMC. Cette enquête, qui concernait les importations de certains produits en acier, avait été ouverte le 20 mai 2002 par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique ("MOFTEC"), à la requête des industries sidérurgiques nationales. L'intervenant a dit que la progression de cette enquête avait été discutée lors de l'examen transitoire de 2002. Ensuite, l'autorité chargée de l'enquête avait poursuivi l'enquête conformément à la loi et publié un avis le 19 novembre 2002 annonçant sa décision d'appliquer des mesures de sauvegarde pendant une durée de trois ans, y compris la période de mise en œuvre de la mesure de sauvegarde provisoire, à cinq produits en acier importés tels que les tôles et rouleaux en aciers non alliés laminés à chaud, etc. La Chine avait notifié au Comité les constatations issues de l'enquête et l'application de mesures de sauvegarde.

4. En réponse aux questions du Japon, l'intervenant a dit en premier lieu, à propos de la légalité des mesures de sauvegarde appliquées à certains produits en acier, que l'enquête effectuée par la Chine au sujet des produits en acier importés avait été entièrement conforme à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes ainsi qu'à la législation chinoise sur les sauvegardes. Au sujet des mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées à certains produits en acier importés, la Chine avait notifié au Comité des sauvegardes les constatations relatives au dommage grave et à la menace de dommage grave causés par l'accroissement des importations, ainsi que la décision prise par l'autorité d'appliquer ces mesures, remplissant ainsi ses obligations de notification au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Les autorités chargées de l'enquête avaient aussi communiqué des renseignements adéquats sur les constatations issues de l'enquête et notifié ces renseignements aux Membres qui

avaient un intérêt substantiel, y compris le Japon. En outre, conformément aux dispositions de l'article 12:3 et 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes, la Chine avait eu des consultations avec les Membres ayant un intérêt substantiel, y compris le Japon, communiqué les renseignements pertinents et procédé à des échanges de vues sur ses mesures. Les mesures de sauvegarde appliquées par la Chine à certains produits en acier avaient été, et continueraient d'être, appliquées conformément au calendrier indiqué dans le Journal officiel sur les mesures définitives.

5. Deuxièmement, au sujet du résultat de l'enquête sur l'existence d'un dommage, l'intervenant a dit qu'en vertu de l'article 16 de la réglementation chinoise sur les sauvegardes, dans le cas où une détermination préliminaire aurait établi l'existence d'un accroissement en quantité des importations d'un produit, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux, le MOFTEC et la Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) poursuivraient leurs enquêtes et, sur la base des constatations auxquelles celles-ci auraient abouti, établiraient une détermination finale qui serait publiée par le MOFTEC. Le MOFTEC avait donc publié une détermination finale le 19 novembre 2002.

6. L'intervenant a également répété la position de la Chine au sujet du mécanisme de sauvegarde transitoire par produit prévu à la section 16 du Protocole d'accession. La Chine jugeait ce mécanisme discriminatoire par nature et contraire aux principes fondamentaux de l'OMC. L'expérience accumulée au fil des ans avait montré que, dans la plupart des cas, le dommage subi par les branches de production nationales était imputable aux importations provenant de plusieurs Membres et non d'un seul. Par conséquent, le fait d'invoquer le mécanisme de sauvegarde par produit – qui ne visait que les importations originaires de Chine – était discriminatoire, sans compter qu'il ne remédiait pas au dommage subi par les branches de production nationales. Dans cet esprit, la Chine estimait qu'en cas de dommage au niveau national, il faudrait toujours recourir en priorité aux mesures correctives commerciales prévues dans le cadre de l'OMC. Elle espérait sincèrement que tous les Membres se conformeraient aux principes fondamentaux de l'OMC et feraient preuve de la plus grande prudence lorsqu'ils envisageraient d'appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire par produit.

7. Le représentant du Japon a fait quelques remarques préliminaires sur la déclaration de la Chine. Premièrement, à propos de la légalité des mesures prises par la Chine, il a rappelé que cette question avait été examinée dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire de l'année précédente et lors des consultations bilatérales qui avaient eu lieu au titre de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, le Japon continuait de penser que les mesures prises par la Chine n'étaient pas conformes à l'Accord, et il demanderait à la Chine de nouvelles explications quant à leur légalité. Au sujet de la réponse faite par la Chine à la deuxième question du Japon, l'intervenant a demandé des éclaircissements sur ce qu'il en était la mesure de sauvegarde pour les produits visés par la mesure provisoire mais dont il avait été constaté par la suite qu'ils n'avaient pas causé de dommage grave aux producteurs nationaux. Il a dit qu'il n'y avait aucun fondement au maintien des mesures concernant ces produits et a demandé quand elles seraient levées.

8. Le représentant de la Chine a dit que son pays ne demandait qu'à poursuivre sa coopération dans le cadre du processus consistant à donner davantage de renseignements au Japon sur la légalité de ses mesures de sauvegarde. Au sujet des éclaircissements demandés par le Japon, il a dit que les renseignements demandés se trouvaient dans l'Avis officiel publié par le MOFTEC, devenu entre-temps Ministère du commerce.

9. Le représentant du Japon a dit qu'il espérait trouver les renseignements nécessaires dans le document mentionné par la Chine.

10. Le représentant des États-Unis a dit qu'il y aurait bientôt deux ans que la Chine était Membre de l'OMC et qu'il appréciait l'existence du mécanisme d'examen transitoire, car il offrait un moyen de procéder à un examen approfondi et significatif et de mettre ainsi en relief les résultats positifs

enregistrés par le pays, ainsi que les domaines dans lesquels il fallait poursuivre le travail. Comme la Chine appliquait déjà sa législation sur les sauvegardes, il était important qu'elle se conforme dans la pratique aux engagements qu'elle avait pris à l'OMC. Ainsi que le montraient les questions posées par les États-Unis et d'autres Membres, tant dans le cadre du MET qu'au titre des autres points inscrits à l'ordre du jour de la réunion, les pratiques de la Chine en matière de sauvegardes et sa progression dans le respect de certains de ses engagements soulevaient quelques préoccupations sérieuses. Les États-Unis remerciaient la Chine d'avoir répondu rapidement aux questions écrites qu'ils lui avaient posées et voyaient là un signe important des efforts qu'elle faisait pour jouer un rôle constructif au Comité. Lorsqu'ils auraient examiné ces réponses en détail, ils poseraient sans doute des questions complémentaires au sein du Comité, afin de mieux comprendre les règles et les pratiques de la Chine. Ils reconnaissaient et louaient les efforts faits par la Chine pour promulguer des règles d'application. Ils notaient qu'elle avait notifié des règles supplémentaires à l'OMC en février et en avril 2003 et la remerciaient des réponses qu'elle avait données à leurs questions concernant ces notifications. Ils étaient cependant préoccupés par le retard apporté par la Chine à la notification de ces règles et d'autres, d'autant qu'elle avait ouvert une enquête en matière de sauvegardes avant d'avoir publié et notifié toutes les règles nécessaires. Selon les États-Unis, ce retard aurait pu être source de confusion et d'incertitude pour les parties visées par la procédure de sauvegarde.

11. L'intervenant a rappelé que, l'année précédente, les États-Unis avaient soulevé quelques préoccupations au sujet du manque de transparence du processus décisionnel chinois relatif à la mesure de sauvegarde, et il semblait que ce manque de transparence s'était reporté dans certains aspects de la mise en œuvre de la mesure. Ainsi, certains exportateurs des États-Unis se plaignaient du manque de clarté de la méthode d'attribution des contingents prévus dans la mesure, ce qui leur causait de grandes difficultés pour obtenir une part équitable, voire une part tout simplement, des contingents disponibles. Les États-Unis étaient également préoccupés par des questions telles que, premièrement, les critères appliqués par la Chine pour déterminer quels Membres de l'OMC se verraient accorder le statut de pays ou région en développement aux fins de l'article 9:1 de l'Accord et se demandaient en particulier si ces critères étaient clairs et transparents. Deuxièmement, ils s'inquiétaient du traitement des pays non Membres de l'OMC au titre de l'article 9:1. Cette disposition exigeait de ne pas appliquer de mesures de sauvegarde aux pays en développement Membres de l'OMC lorsque les critères relatifs à la part des importations étaient remplis, mais elle ne prévoyait pas l'exclusion des pays qui n'étaient pas Membres. Troisièmement, les États-Unis s'inquiétaient de la façon dont les données confidentielles soumises au cours d'une enquête en matière de sauvegardes seraient protégées, surtout en cas de recours à des experts extérieurs. Quatrièmement, ils étaient préoccupés par l'accès des parties intéressées et du public aux renseignements non confidentiels relatifs aux enquêtes en matière de sauvegardes, du point de vue de la procédure à suivre pour obtenir cet accès et des limites auxquelles il était soumis. Cinquièmement, ils s'inquiétaient du remboursement des droits de sauvegarde perçus en exécution de mesures provisoires lorsque aucune mesure définitive n'était appliquée aux produits en question. Sixièmement, ils étaient préoccupés par les modalités et conditions relatives à la prolongation des mesures de sauvegarde par la Chine.

12. L'intervenant a expliqué que, sans vouloir contester le recours à des mesures de sauvegarde par la Chine, les États-Unis étaient préoccupés par certains aspects au sujet desquels la mise en œuvre de ces mesures avait manqué de transparence jusque-là. Comme il l'avait indiqué, les États-Unis poseraient sans doute des questions complémentaires au sein du Comité, afin de mieux comprendre les règles et les pratiques chinoises relatives à ces aspects et à d'autres. Ils comptaient bien poursuivre leur coopération avec la Chine et appréciaient la possibilité qui leur était donnée de participer à l'examen transitoire.

13. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE s'associaient à la plupart des remarques faites par le Japon et les États-Unis et s'inquiétaient à plusieurs titres des mesures de sauvegarde chinoises concernant l'acier. Les CE avaient exprimé leur inquiétude à diverses reprises dans le passé, y compris lors des consultations tenues au titre de l'article 12:3, et ne jugeaient donc pas

utile de les répéter intégralement à la réunion en cours. Elles continuaient de penser que les mesures chinoises présentaient un certain nombre d'incohérences et que l'idéal serait qu'elles soient abrogées dès que possible. Elles souhaitaient toutefois, à l'occasion de la réunion, se concentrer sur la possibilité que la Chine réexamine ses mesures avant l'expiration du délai de trois ans. Elles admettaient que la disposition de l'Accord relative au réexamen à mi-parcours n'imposait un réexamen au milieu de la période d'application que si la mesure durait plus de trois ans, ce qui n'était pas le cas des mesures chinoises concernant l'acier. Toutefois, selon l'article 7:1 de l'Accord, un Membre ne devait appliquer des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave. Il y avait donc au moins une possibilité que la Chine procède à un réexamen avant l'expiration de ces mesures. Les CE estimaient que la situation du marché chinois avait changé très profondément et très rapidement au cours des 18 mois écoulés depuis l'adoption des mesures, et ces changements pourraient donner à la Chine un motif pour réexaminer les mesures, afin de voir si elles étaient toujours nécessaires. Les CE ont demandé à la Chine si elle était prête à envisager une telle possibilité. À défaut, comme la Chine avait déjà déclaré expressément qu'elle avait pris ses mesures en réponse à celles des États-Unis et des CE, les CE lui ont demandé si elle serait au moins prête à envisager un réexamen dans le cas où les États-Unis et les CE lèveraient leurs mesures de sauvegarde concernant l'acier dans les mois à venir.

14. Le représentant de la Chine a dit que son pays avait toujours mis en œuvre de façon fidèle et sincère les engagements et les obligations qu'il avait contractés en accédant à l'OMC, ce dont attestaient non seulement la législation qu'il avait rédigée mais aussi les pratiques qu'il avait appliquées jusque-là. Au sujet du retard apporté à la notification de la législation chinoise, il était imputable à la restructuration gouvernementale engagée depuis mars ou avril 2003. La Chine considérait qu'elle ne pouvait éviter d'apporter les modifications et les changements nécessaires à sa législation en raison de la restructuration de ses services gouvernementaux.

15. Au sujet des questions spécifiques soulevées par les États-Unis, telles que les normes ou critères appliqués pour la définition des pays en développement, aux fins au moins des enquêtes en matière de sauvegardes, et d'autres questions telles que le traitement des non-Membres de l'OMC, elles étaient déjà traitées dans les réponses écrites de la Chine aux questions écrites. Les questions des CE relatives au réexamen des mesures de sauvegarde seraient transmises à la capitale chinoise pour un examen plus approfondi.

16. Le Président a dit que le Protocole d'accession de la Chine ne contenait pas de lignes directrices concernant l'établissement du rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen transitoire de la mise en œuvre de l'Accord par la Chine. Il a proposé que le Comité applique la même procédure de compte rendu que l'année précédente, c'est-à-dire que le Président établisse, sous sa propre responsabilité, un court rapport factuel faisant référence aux documents concernés et auquel serait joint l'extrait du compte rendu de la réunion portant sur l'examen transitoire.

17. Le Comité est convenu que le Président établirait le même type de rapport pour l'examen transitoire de 2003.

---